



**PRÉFET
DE LA MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

Reims, le 15/11/2024

Unité Départementale de la Marne

Nos réf. : D3 I 2024-519

Affaire suivie par : .

Tél. : 03 10 42 28 00

Courriel : ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement : AURÉADE à La Veuve

Demande de modification du rayon de chalandise et de modification des périodes d'utilisation de la presse à balle de déchets

PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

Par transmission du 10 avril 2024, la société AURÉADE à La Veuve a adressé à l'inspection des installations classées un porter-à-connaissance pour demander un élargissement du périmètre géographique d'apports de déchets (Aisne et Seine-et-Marne) et la possibilité de mise en balles sur le site en dehors des périodes d'arrêts techniques.

Cette installation est actuellement soumise au régime de l'autorisation environnementale et est réglementée par arrêté préfectoral n° 2004-A-31-IC du 02 mars 2004.

Les modifications de l'installation demandées sont les suivantes :

- modification du périmètre géographique d'acceptation des Ordures Ménagères et assimilés élargi aux départements de l'Aisne et de la Seine-et-Marne rentrant dans la limite maximale des 110 000 tonnes maximales autorisées au traitement sur l'unité de valorisation énergétique (UVE) par arrêté préfectoral, et dans la limite de 30 000 tonnes annuelles ;
- la possibilité de mise en balles sur l'UVE en dehors des périodes d'arrêts techniques ainsi que la modification du positionnement de la presse à balles, sous la zone couverte de l'ellipse, permettant une meilleure exploitation du process.

Ce rapport analyse la pertinence et l'acceptabilité de la demande de l'exploitant.

Il propose d'accepter la demande de l'exploitant tout en fixant des prescriptions particulières afin d'assurer le respect du SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Terri-toires).

Rédacteur	Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement	L'adjointe au chef du Pôle Ressources	Par délégation, le chef du Pôle Ressources

1 – CARACTÉRISATION DE LA DEMANDE DE L'EXPLOITANT

La société AURÉADE exploite à La Veuve une installation de traitement de déchets non dangereux (UVE – Unité de Valorisation Énergétique)

Au titre des ICPE, elle a été autorisée par arrêté préfectoral n°2004-A-31-IC du 02 mars 2004.

Le 10 avril 2024, la société AURÉADE à La Veuve a adressé à l'inspection des installations classées un porter-à-connaissance pour demander un élargissement du périmètre géographique d'apports de déchets (Aisne et Seine-et-Marne) et la possibilité de mise en balles sur le site en dehors des périodes d'arrêts techniques.

MODIFICATION 1 – élargissement du rayon de chalandise

L'exploitant souhaite la modification du périmètre géographique des apports en élargissant :

- Aux départements de l'Aisne (02) et de la Seine-et-Marne (77) ;
- L'augmentation du tonnage de réception de déchets hors Marne, passant de 23 000 tonnes à 30 000 tonnes annuelles en tenant compte de ces dernières dans le décompte des 110 000 tonnes de capacité maximale de traitement de l'UVE conformément à l'Arrêté Préfectoral n°2017-APC-108-IC du 20 octobre 2017

Le dossier de l'exploitant indique que les modifications envisagées sont justifiées par plusieurs circonstances énumérées ci-dessous :

- Une diminution progressive des apports d'Ordures Ménagères en provenance du SYVALOM suite à l'application des habitants des consignes de tri ;
- Une diminution des apports de DAE (déchets d'activités économiques) qui seront préférentiellement transformés en CSR pour la chaufferie de Dombasle Énergie pour leur fort potentiel calorifique ;
- Pouvoir mieux appréhender les impacts des arrêts techniques des UVE de la région et par conséquent leurs besoins en détournement de déchets ;
- Anticiper et répondre aux besoins engendrés par la baisse capacitaire et/ou fermeture de sites de stockage ;
- Participer à la réduction des quantités de déchets ménagers et assimilés admis en installation de stockage en 2035 à 10 % des quantités de déchets ménagers et assimilés produits mesurés en masse ;
- D'articuler les capacités entre les ISDND et les UVE afin de garantir le respect de la hiérarchie des modes de traitement ;
- De valoriser les déchets dans les installations les plus proches (en respectant la hiérarchie des modes de traitement) sur le département de la Marne et les départements limitrophes.

MODIFICATION 2 – modification des conditions d'utilisation de la presse à balles

L'UVE possède sur son site une unité de mise en balles de ses déchets. Aujourd'hui cette mise en balles est :

- Autorisée uniquement durant les arrêts techniques,
- Interdite durant les périodes de détournement des déchets d'autres départements vers Auréade.

L'UVE souhaite demander une modification afin de pouvoir :

- Réaliser de la mise en balles en dehors des arrêts techniques,
- Réaliser de la mise en balles même en cas de réception de déchets hors Marne,
- Augmenter sa capacité de stockage de balles sur site pour passer de 5 500 à 6 000 tonnes,
- Déplacer la presse à balles, vers la zone couverte sous l'ellipse. Les déchets réceptionnés pour mise en balles et la presse seront stockés sous une zone couverte et les éventuels jus issus de leur dégradation seront récupérés via les collecteurs existants.

L'exploitant indique que ces modifications permettraient à l'UVE une plus grande souplesse dans la réception des tonnes et lui permettraient une meilleure gestion de son vide de four en cas de nécessité.

De plus cette mise en balles hors période d'arrêts techniques, permettrait de diminuer les tonnages réceptionnés en centre d'enfouissement, rentrant ainsi pleinement dans une meilleure hiérarchisation des modes de traitement sur la région conformément au SRADDET.

2 - RÉFÉRENCES LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES POUR LES MODIFICATIONS DES ICPE SOUMISES À AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Le dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant au titre de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, qui stipule notamment :

« Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.

En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-31. »

3 – MODIFICATION 1 : AVIS DE LA RÉGION GRAND EST

Le 10 avril 2024, l'inspection des installations classées a sollicité l'avis de la région Grand Est sur la compatibilité des modifications avec le SRADDET.

Dans sa réponse du 02 juillet 2024, complétée le 08 octobre 2024, la région Grand Est estime que

- l'extension aux départements limitrophes (77 et 02) est en contradiction avec les objectifs du SRADDET de baisse des capacités de stockage ;

En effet, l'objectif de baisse des capacités de stockage en Grand Est vise à trouver des solutions de valorisation des déchets produits dans la Région GE, en optimisant notamment les installations d'incinération présentes sur le territoire, dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement ;

Or, après vérification, il existe encore des déchets incinérables produits et stockés en proximité de l'UVE en quantité suffisante (situés dans la zone de chalandise actuelle) ;

Par ailleurs, il s'agit également de respecter le principe de proximité inscrit dans la réglementation.

4 – ANALYSE DE L'INSPECTION

L'analyse préliminaire des risques (APR) de l'étude de danger de 2012 avait étudié deux scénarios relatifs à la modification envisagée :

- le scénario 4 : incendie/explosion au niveau de la presse à balles ;
- le scénario 16 : incendie au niveau des stocks de déchets mis en balles ;

Ces scénarios n'ont donc pas été retenus pour l'analyse détaillée des risques (ADR) du fait de leur positionnement dans des niveaux inférieurs de la grille de criticité.

Compte-tenu de la faible augmentation du stock maximal de balles (moins de 10%) l'exploitant n'a pas jugé nécessaire de mettre à jour son étude de danger.

Concernant la gestion du risque incendie :

- la zone de stockage de balles est couverte par un canon à eau mobile, en complément des extincteurs ;
- des lanterneaux sur embase sont prévus au niveau de la zone de mise en balles ;
- la zone de stockage des déchets en balles, située à l'extrémité Nord-Ouest du bâtiment périphérique, est séparée de la zone dédiée à l'UVA par un mur béton ;
- l'exploitant met en place un contrôle visuel des déchets mis en balles et des stocks en place (ronde, caméras) ;
- les balles sont sous film plastique pour rendre les déchets inertes ;
- l'étude des flux thermiques d'un incendie au niveau de la fosse démontre l'absence d'effet domino sur les autres installations du site.

L'absence d'impact significatif et le caractère non-substantiel de cette modification sont justifiés de la façon suivante :

- la modification ne constitue pas une extension des installations ;
- la modification n'entraîne pas de modification des Valeurs Limites d'Émissions (VLE) ;
- la modification n'entraîne pas de danger ou d'inconvénients significatifs pour l'environnement.

La modification est considérée comme notable mais non-substantielle au sens de l'article R 181-46 du Code de l'environnement.

5 – PROPOSITION DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Après examen du dossier, l'inspection des installations classées considère que cette modification n'est pas substantielle.

- Modification 1 - élargissement du rayon de chalandise : cette modification ne peut pas être accordée au vu de l'avis défavorable de la Région Grand Est ;
- Modification 2 - modification des conditions d'utilisation de la presse à balles : cette modification peut être autorisée.

Cependant, il apparaît nécessaire d'encadrer la modification par un arrêté préfectoral complémentaire. Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en annexe. Il sera communiqué à l'exploitant par l'inspection pour une phase contradictoire de 15 jours.

L'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet d'indiquer à la société AUREADE qu'il ne s'agit pas d'une modification substantielle nécessitant une nouvelle autorisation, et d'encadrer cette modification par l'arrêté préfectoral ci-joint. En application des dispositions du dernier alinéa de l'article R.181-45 du code de l'environnement, l'inspection propose de ne pas consulter le CODERST sur ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire.